

Le gouvernement essaie de prendre le taureau par les cornes

Tribune – Edito – Valis – 12/08/11

Que de temps perdu et de crédibilité émoussée ! Pourquoi avoir attendu plus de deux ans pour décider d'une remise à l'ordre et d'une restauration de l'autorité de l'État ? Pourquoi avoir attendu que les organismes internationaux de toutes sortes évoluant dans l'environnement et dans le social nous condamnent pour prendre des mesures draconiennes en faveur de la protection de notre environnement ? En tout cas, quelles que soient les explications ou arguments avancés, ils arrivent trop tard car le mal est fait et ils ne sont plus crédibles. Pire, ils sont même considérés comme des prétextes pour cacher d'autres manœuvres et d'autres fins.

De même pourquoi avoir tourné le dos et fermé les yeux ou bouché les oreilles quand les Ong et associations œuvrant dans le domaine de l'enfance, dans la défense des malades, des petites gens et des droits de l'homme crient au scandale de la pauvreté rampante et avilissante ? Sans doute est-ce parce que la pauvreté est en train d'assaillir les clôtures et portails métalliques des domiciles des dirigeants qu'il est maintenant temps de réagir, rétorqueront les observateurs.

Quoi qu'il en soit, l'essentiel est qu'aujourd'hui, le pouvoir exécutif reconnaît qu'il n'est plus possible de continuer ainsi ; non pas de gouverner mais de laisser la population à la merci des détracteurs du régime HAT. Dès lors il veut démontrer par des actions concrètes sur le terrain que le pouvoir est aux côtés ou au service de la population et que le pouvoir prend soin d'elle pour qu'elle ne lui tourne pas définitivement le dos.

C'est l'explication que l'on donne de cette journée bloquée de ce 11 août du gouvernement à Mahazoarivo, pour les aspects sociaux de la vie de la population. Le tableau de la situation dressé par le gouvernement avoue un désordre politique, une insécurité affligeante, un dysfonctionnement des systèmes à tous les niveaux, une perte de confiance de la population envers les dirigeants et une autorité de l'État qui périclité.

Des résolutions ont été prises lors de ce conseil spécial pour le social ; mais à première vue, ces résolutions sont incohérentes. Que signifie le changement des membres du conseil d'administration de la JIRAMA sinon déshabiller Pierre au profit de Paul ? On ne voit pas non plus le lien entre la restauration de l'autorité et de l'image de l'État avec la décision qu'il faut au moins une élection cette année. Est-ce pour répondre à Chissano ou pour déclarer la guerre à l'ONU et dire que la feuille de route est désormais jetée à la poubelle ? Ou est-ce le signal donné à ces pays amis (Turquie, Maurice, Vatican, Inde, Sénégal...) et à la Francophonie que le choix est fait et qu'ils peuvent crier victoire ?

Le problème actuel n'est plus réellement politique mais socio-économique disaient Pety Rakotoniaina et consorts. Et plus d'un politicien aguerrri l'admettent. Les ménages sont confrontés depuis plus d'un an déjà à des maux qui sont d'ordre économique et sécuritaire et non politique. Une élection à tout prix pour cette année apportera-t-elle l'apaisement et l'espoir de nouveaux emplois et de ressources financières pour le ménage ? Ouvrira-t-elle le robinet des aides multilatérales génératrices de marchés pour les entreprises, les grandes pourvoyeuses d'emplois, et des retombées ? Beaucoup en doutent.

Au contraire, une élection sans l'approbation de la communauté internationale pourrait consolider l'isolement du pays d'autant que les stratégies économiques et financières adoptées lors de cette journée bloquée sont presque toutes celles qui ont toujours été condamnées par le gendarme financier du monde, le Fonds monétaire international (FMI) : subventions par-ci, gels des tarifs et des prix par-là, importations directes par l'État ailleurs ; bref, l'État devient trop souvent opérateur : il achète du riz local, il importe des PPN et se présente à quelque chose près comme un concurrent redoutable des privés qui devraient évoluer dans un marché libre.

Carburants

Subventions déjà accordées par l'Etat aux compagnies pétrolières en 2010 : 50 milliards Ar.

Subventions déjà accordées par l'Etat aux compagnies pétrolières en 2011 : 80 milliards Ar.

Résolutions prises dans le dessein de maintenir les prix actuels des carburants : road show en Iran, Irak, Venezuela dans la perspective d'importation directe par l'Etat

Subventions de 15 milliards Ariary à octroyer aux compagnies pétrolières.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Le-gouvernement-essaie-de-prendre,16271.html>